

Conclusion : l'introuvable équation Le Pen

Nonna Mayer, Pascal Perrineau

▶ **To cite this version:**

Nonna Mayer, Pascal Perrineau. Conclusion : l'introuvable équation Le Pen. Nonna Mayer; Pascal Perrineau; Nonna Mayer; Pascal Perrineau. Le Front national à découvert, Presses de Sciences Po, pp.381 - 391, 1996, 9782724606966. hal-03458246

HAL Id: hal-03458246

https://sciencespo.hal.science/hal-03458246

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

CONCLUSION

L'INTROUVABLE ÉQUATION LE PEN

Ce livre décevra ceux qui veulent mettre le vote Le Pen en équation et attribuer la percée du FN à un facteur unique d'explication. Le charisme de son leader, la montée du chômage, l'importance de la population immigrée, les angoisses devant la mondialisation, l'arrivée des socialistes au pouvoir, la crise des organisations politiques traditionnelles, le scrutin de liste à la proportionnelle, chacun de ces facteurs a joué, mais aucun ne suffit à expliquer le phénomène. Ces conditions sont aujourd'hui réunies dans d'autres pays d'Europe sans que l'extrême droite y atteigne le niveau enregistré en France depuis 1984. C'est l'alternance, dans un pays dominé depuis vingt-trois ans par la droite, qui va servir de détonateur. A la radicalisation des électeurs de l'opposition, exaspérés par le gouvernement des « socialo-communistes », répond le désenchantement des électeurs du 10 mai, déçus par la politique de rigueur menée à partir de 1983, rejoints en 1988 par les déçus de la cohabitation et en 1995 par les frustrés des alternances à répétition. C'est la conjonction de ces mécontentements et l'enchaînement d'élections favorables, par leur nature ou leur mode de scrutin, à leur expression, qui donnent au phénomène français toute son ampleur.

A ce schéma global d'interprétation s'ajoute la multiplicité des situations locales. Du Nord aux Bouches-du-Rhône, de la Vendée à la région parisienne, le vote Le Pen n'a ni la même ampleur ni la même signification. Ici c'est une tradition d'extrême droite qui a joué, là le poids d'un notable rallié au FN. Ailleurs, c'est la confrontation entre immigrés et rapatriés d'Afrique du Nord. Ici, c'est le déracinement des populations qui est en cause ou le ressentiment contre les « migrants de l'intérieur ». Parfois, il suffit que s'installe une caserne

de gendarmes mobiles pour que le vote Le Pen atteigne des sommets [1].

LE PARTI DES MÉCONTENTS

On ne recherchera pas la spécificité du FN dans ses structures, calquées sur celles du PC, ni dans son recrutement, dont l'aspect interclassiste s'affirme d'élection en élection, ni dans sa doctrine faite de bric et de broc. Il réside plutôt dans les motivations de ceux qui le soutiennent. Adhérents, sympathisants ou électeurs, c'est la dimension protestataire de leur choix qui les distingue. A l'exception d'un noyau dur de taille restreinte, partisan et extrémiste, la majorité d'entre eux ne se considère ni « d'extrême droite », ni « proche du FN ». C'est contre les autres partis plutôt qu'ils se prononcent, ceux que J.-M. Le Pen appelle « la bande des quatre ». Contre une classe politique qu'ils estiment corrompue, contre les gouvernements successifs et leur impuissance – qu'ils soient de droite ou de gauche – à juguler la crise, contre un système dont ils se sentent exclus. Ainsi, le FN reprend à son compte cette « fonction tribunitienne » si longtemps exercée par le PC. Et si, contrairement aux idées reçues, il ne compte dans ses rangs qu'une proportion négligeable d'anciens communistes, c'est dans les mêmes catégories sociales qu'il recrute, chez les ouvriers, les chômeurs, les laissés-pour-compte.

LE PARTI DE LA PEUR

Plus que d'autres forces politiques, le FN se nourrit de la peur et des inquiétudes produites particulièrement par le milieu urbain. Le terrain des villes cosmopolites sur lequel le vote d'extrême droite prospère, sécrète, plus que d'autres, des craintes diffuses vis-à-vis de l'immigré, de l'insécurité et du chômage. Comment l'univers urbain, longtemps perçu comme milieu de tolérance et d'extraversion, est-il

1. Par exemple dans la commune de Grenoble le quartier qui offre régulièrement ses meilleurs résultats au FN est celui de Beauvert où s'est installée en 1981 une caserne de gendarmerie, qui fournit un tiers des électeurs inscrits dans le quartier.

devenu le champ clos des haines et de l'introversion ? La ville française ne connaît plus, depuis quinze ans, de forte croissance ni de renouvellement. Les divers groupes sociaux et communautés ethniques y cohabitent sans véritable espoir de mobilité. Une perception inquiète de la crise économique et un scepticisme profond vis-à-vis de ses solutions politiques s'enracinent dans les esprits. C'est dans cet univers fini et anémié, où n'existe plus de « nouvelle frontière urbaine », qu'apparaissent et que s'avivent les frictions, les intolérances et les haines. Au début des années 1980, le FN, avec son message d'exclusion et de rejet, est la seule force politique en phase avec les rancœurs distillées par la crise de la société urbaine et par le constat d'impuissance du politique, à répondre aux défis de la crise économique. Au travers de thèmes au simplisme ravageur : « Trois millions de chômeurs = trois millions de chômeurs en trop », « immigration = insécurité », le FN a cristallisé politiquement les inquiétudes et les protestations de nombreux Français qui, déboussolés par plus de vingt années de crise, sont à la recherche de boucs émissaires : l'État, les immigrés, les délinquants, les minorités... Cette cristallisation a été rendue d'autant plus facile que l'attitude de la droite classique (à Dreux en 1983, dans certaines régions en 1986, dans les Bouches-du-Rhône en 1988) a légitimé le FN comme partenaire politique. D'autre part, la gauche au pouvoir a rendu plus « visibles » ces « pelés, ces galeux, d'où venait tout le mal ». Recrutement de fonctionnaires et nationalisations ont alourdi l'État. Les lois d'octobre 1981 sur l'entrée et le séjour des étrangers et sur la régularisation des clandestins ont stabilisé et enraciné la population immigrée. Enfin l'amnistie de 1981, la fin des juridictions d'exception et l'abolition de la peine de mort ont pris à rebrousse-poil une société qui connaît depuis 1980 un fort « vent d'autorité ». Il ne restait à J.-M. Le Pen et au FN qu'à offrir un débouché politique à toutes ces angoisses : crainte du chômage, hostilité vis-à-vis de l'immigré, sentiment d'insécurité. Toutes les études ont montré que celles-ci mêlaient fantasmes et dégradation objective des conditions de vie. Chômage mais surtout immigration et insécurité sont souvent « démonisés » par des électeurs à la recherche de boucs émissaires pour calmer leurs angoisses. Ce monde urbain, inquiet et sujet au fantasme, traduit un véritable état d'anomie sociale.

A la fin du XIX^e^ siècle, E. Durkheim constatait, dans son étude du suicide anomique, que « sur certains points de la société, il y a manque de forces collectives, c'est-à-dire de groupes constitués pour

réglementer la vie sociale » [1]. Le suicide était, dans son esprit, un des symptômes pathologiques de l'insuffisante intégration de l'individu dans des collectivités intermédiaires sociales et politiques. Toute proportion gardée, à la fin du XX^e^ siècle, la poussée du FN et les peurs qui la nourrissent sont aussi les symptômes d'une désintégration sociale et politique.

Dans son explication du vote Le Pen, H. Le Bras remarque que les départements qui ont voté pour le FN plus que leur proportion d'étrangers ne le laissait pressentir, sont tous ou presque situés dans le Bassin parisien (au sens large) et sur la côte provençale. La carte qui apparaît ainsi

> ...est bien connue et donne mieux la mesure de l'ébranlement en profondeur du système politique. Carte du suicide au début du siècle, carte de la richesse et des mouvements migratoires internes, c'est à peu près le négatif de la carte de la répartition des familles complexes... Bassin parisien et littoral provençal ont une structure politique dramatiquement simple : toute atteinte au prestige ou à l'identité nationale se répercute sans intermédiaire au niveau local et familial. Une crise d'identité de la France est ressentie comme une crise d'identité individuelle... Le vote Le Pen doit donc être pris au sérieux. Il indique une dégénérescence des forces politiques intermédiaires que filtraient jusqu'alors les impulsions immédiates [2].

Cette analyse générale du vote d'extrême droite comme symptôme d'une certaine anomie sociale et politique se retrouve au plan local. Les facteurs de l'immigration et de l'insécurité, qui alimentent le vote en faveur du FN, semblent jouer à plein lorsque les systèmes locaux d'intégration socio-politique sont grippés. La crise profonde à la fois des systèmes de gestion urbaine et des systèmes de représentation politique a ouvert une béance dans laquelle s'est engouffré le FN. La croissance urbaine est stoppée, la politique étatique en matière de ZUP et de ZAC incertaine, l'État se désengage et, par exemple à Marseille, « le notabilisme de clan et de clientèle est peu à peu remplacé par des spécialistes de la gestion urbaine qui tentent de reprendre la place abandonnée par l'État » mais ceux-ci « n'arrivent plus à contenir la ville et la souffrance de ceux qui s'y sentent abandonnés » [3]. Une immense vacance de l'organisation sociale s'installe, que vient combler vaille que vaille le FN. Anne Tristan parle, à Marseille, de

---

1. Durkheim (Emile), *Le suicide*, Paris, PUF, 1960 (1^re^ éd. 1887).
2. Le Bras (Hervé), *Les trois France*, Paris, Odile Jacob, 1986, p. 216.
3. Viard (Jean), « Succès de l'extrême droite : le signe d'une triple fracture ? », *Cahiers Pierre-Baptiste*, 4 juillet 1985, p. 123-137 (numéro consacré à « Marseille ou le présent incertain »).

« cette terre aride que n'irrigue plus aucune solidarité, de ce désert où sévit le mirage lepéniste ». Le FN fournit alors une ébauche de réseau de solidarité : « Autrefois, sur Marseille, les associations laïques de gauche proposaient des loisirs divers. Ce réseau a aujourd'hui disparu, les lepénistes tissent le leur [1]. » La force du FN est alors de faire entrer dans la visibilité sociale une population qui n'est plus accrochée par les structures politiques et associatives traditionnelles.

FORCES ET FAIBLESSES

Pour combien de temps encore le FN fera-t-il partie du paysage politique français ? La prudence s'impose face à un phénomène aussi évolutif. On peut toutefois classer les facteurs qui, à long terme, jouent en sa faveur et ceux qui jouent contre.

Le charisme du leader du FN est incontestable. Le personnage fascine jusqu'à ses adversaires. Le meilleur exemple en est ce propos entendu à la fin d'une manifestation organisée le 27 janvier 1988 à Paris par le PC pour protester contre son passage le soir même à « L'heure de vérité » : « On a juste le temps d'aller voir Le Pen à la télé ! » [2]. Depuis son premier passage à l'émission vedette de F.-H. de Virieu, le 14 février 1984, sa moindre apparition à l'écran lui attire plus d'audience que n'importe quel homme politique et fait grimper sa cote de popularité à des sommets que la formation qu'il préside n'a jamais atteints.

Il arrive toutefois au leader du FN de déraper. Ses propos sur les chambres à gaz lors du Grand jury *RTL-Le Monde* (13 septembre 1987), qualifiées de « point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale », son jeu de mot sur « Durafour-crématoire » (2 septembre 1988), ont suscité l'indignation jusque chez ses partisans. A chaque fois sa cote de popularité s'en ressent. Dans le même temps, il mobilise contre lui une fraction croissante de l'électorat, dont plus des deux tiers estiment aujourd'hui qu'il représente « un danger pour la démocratie » contre 38 % seulement en octobre 1983 (Graphique 1). Tandis

1. Tristan (Anne), *Au Front,* Paris, Gallimard, 1987, p. 253 et p. 85.
2. *Libération,* le 28 janvier 1988.

qu'au sein de l'UDF et du RPR, les partisans d'une alliance nationale ou locale avec le FN ne sont plus majoritaires [1].

Ses formules choc, inlassablement martelées, sur les méfaits de l'immigration, les pièges du communisme ou les dangers de la décadence morale, font mouche. Ceux qui se déclarent d'accord avec ses idées sont toujours deux à trois fois plus nombreux que ses électeurs, formant un réservoir potentiel d'électeurs disponibles au gré de la conjoncture électorale.

Pourtant, depuis 1984, la proportion de ceux qui se déclarent « pas d'accord » avec ses idées est en hausse, passant de 57 % en 1984 à 67 % en 1985 et à 79 % en 1994 (Graphique 2). Et ses idées ne sauraient lui tenir lieu de programme électoral. En affirmant qu'il suffisait de renvoyer les immigrés et de licencier les fonctionnaires pour fournir des emplois, d'abolir l'impôt sur le revenu pour créer de la richesse et de supprimer le remboursement de l'avortement pour relancer la natalité, le président du FN a surtout prouvé qu'il n'avait, pour sortir de la crise économique et du chômage, aucune solution concrète. Parmi ses électeurs du 23 avril 1995, 6 % d'entre eux seulement lui reconnaissent la stature d'un chef d'État [2].

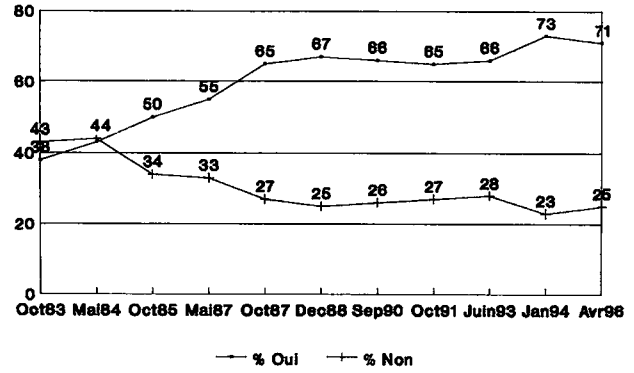
Le groupuscule qu'il crée en 1972 est devenu un parti politique à part entière qui revendique aujourd'hui quelque 60 000 adhérents. Sous l'impulsion de ses secrétaires généraux successifs, il s'est étoffé en militants et en cadres. Aux activistes des débuts sont venus s'ajouter des transfuges respectables du RPR, du PR ou du CNIP. Parallèlement aux fédérations s'est tissé un réseau parallèle de clubs et de cercles en direction des jeunes, des femmes, des retraités et des « socio-professionnels ». Et s'il a perdu toute représentation parlementaire, il lui reste plus de 200 conseillers régionaux et onze députés au Parlement européen.

Mais son parti est aujourd'hui profondément divisé. Les partisans de la ligne dure, ni gauche, ni droite, qu'incarnait J.-P. Stirbois affrontent ceux qui rêvent d'un grand parti conservateur. Nombre de notables, ralliés lors des élections législatives de 1986, ont quitté le parti.

L'audience électorale du FN est indéniable. Elle ne se limite pas à la seule France urbaine et industrialisée à forte densité immigrée. Au

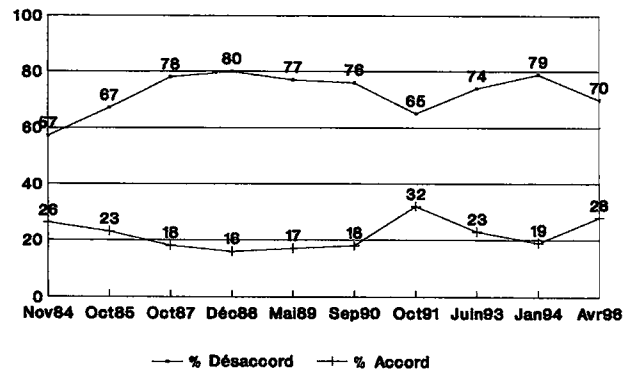
1. Mayer (Nonna), Perrineau (Pascal), « La puissance et le rejet ou le lepénisme dans l'opinion », SOFRES, État de l'opinion, 1993, p. 63-78.
2. Sondage BVA-France 2-Europe 1-*Paris-Match*, réalisé le 23 avril 1995 auprès de 6 343 électeurs venant de voter (*Le Monde*, 25 avril 1995).

Graphique 1. Pensez-vous que J.-M. Le Pen et son parti représentent un danger pour la démocratie en France ?



Sondage SOFRES 1993-1996

Graphique 2. Diriez-vous que vous êtes tout à fait / plutôt d'accord / en désaccord avec les idées défendues par J. M. Le Pen ?



Sondage SOFRES 1993-1996

premier tour de l'élection présidentielle de 1995, il obtient plus de 10 % des suffrages exprimés dans environ quatre départements sur cinq et partout plus de 5 %, sauf dans le seul fief chiraquien et rural de la Corrèze. Et si les ouvriers et les chômeurs se montrent plus enclins à voter pour lui, dans aucune catégorie socio-professionnelle, à l'exception des cadres et professions intellectuelles, il ne recueille alors moins de 10 % des suffrages exprimés.

Mais cet électorat témoigne d'une certaine instabilité et la dimension protestataire de son vote le rend imprévisible. Entre le premier tour de l'élection présidentielle et celui des législatives de 1988, J.-M. Le Pen a perdu près de deux millions d'électeurs. Des européennes de 1994 au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, il en a gagné plus de deux millions et demi.

HORIZON 2000

Ces forces et ces faiblesses du mouvement s'inscrivent dans un contexte social et politique dont il faut bien évidemment tenir compte. Tant que la France ne sera pas sortie de la crise, tant qu'il y aura des chômeurs, il y aura des électeurs potentiels pour le leader du FN. Tant que la gauche et la droite classique resteront divisées par des querelles de tendances ou de personnes, tant que les affaires éroderont la confiance dans les partis de gouvernement, il y aura un espace politique pour l'extrême droite dont la santé est inversement proportionnelle à celle de ses adversaires.

Il faut tenir compte, enfin, du contexte européen et des inquiétudes suscitées par la construction européenne. L'Europessimisme et la tentation de transformer l'Europe en bouc émissaire des difficultés et des inquiétudes nationales servent le nationalisme de rétraction véhiculé par le FN.

Ce risque n'est pas limité à la France. Dans toute l'Europe, l'extrême droite est en plein essor électoral [1]. En Belgique les scores législatifs du Vlaams Blok auprès de l'électorat flamand dépassent les 12 % en 1995. En Italie, grâce à son alliance avec le parti de Berlusconi, l'Alleanza nazionale de Gianfranco Fini (ex-MSI) obtient 13,5 % des suffrages aux législatives de 1994 et entre au gouverne-

1. Voir notamment Betz (Hans-Georg), *Radical right-wing populism in Western Europe*, New York, St. Martin's Press, 1994.

ment. Aux législatives de 1996 elle a encore progressé de 2 points. L'Autriche enfin, où plus d'un électeur sur cinq vote pour le FPÖ (parti libéral) de Jörg Haider (22,6 % aux législatives de 1994 et 22,1 % en 1995), est le pays de l'Union européenne où le niveau électoral de l'extrême droite bat tous les records.

Aujourd'hui, en Belgique, en Italie, au Danemark, en Hollande, en Autriche, l'extrême droite bénéficie d'une représentation parlementaire nationale. Elle dispose également d'une tribune au Parlement européen où sa représentation est passée de 5 à 25 députés entre 1979 et 1994 [1]. Combien en aura-t-elle lors des élections de 1999, si elle parvient à mobiliser contre l'Europe un front du refus ? C'est alors qu'il faudra compter les voix du FN.

Cette éventuelle reprise électorale du FN autour du thème traditionnel de la nation française menacée par le « cosmopolitisme économique » doit appeler à la prudence les dirigeants de la droite modérée et de la gauche socialiste, qui vantent sans retenue les charmes et les délices de la monnaie unique. Cependant, pour l'heure, les raisons profondes de l'implantation du FN sont moins à chercher dans le contexte européen que dans le contexte social et politique franco-français. Même dans le cadre de ce dernier, l'ascension du FN n'est pas inéluctable.

LES FREINS

La poussée du FN rencontre d'abord des obstacles politiques parmi lesquels le mode de scrutin majoritaire et la revivification d'organisations et de cultures politiques en crise. La réforme du mode de scrutin et le retour au classique scrutin d'arrondissement avaient déjà été utilisés par les ministres de l'Intérieur, à la fin du XIX^e^ siècle, pour lutter contre le boulangisme. La réforme Pasqua mettant fin à la représentation proportionnelle pour les élections législatives a privé le FN de toute représentation parlementaire depuis 1988.

La réponse politique au lepénisme ne serait qu'artifice si elle se résumait au seul maintien du mode de scrutin majoritaire pour les échéances électorales majeures. En effet, les succès électoraux du FN ont mis en évidence la crise des vieilles organisations et cultures poli-

1. Quatre pour l'Italie et un pour la Grèce en 1979 ; onze pour la France, onze pour l'Italie, trois pour la Belgique en 1994.

tiques de droite et de gauche. A droite, la culture catholique d'ordre et d'harmonie sociale craque sous les coups d'une déchristianisation accélérée. La culture gaulliste oublie, avec le RPR, ses penchants étatiste, plébéien et nationaliste pour se rallier corps et biens au néo-libéralisme. A gauche, la culture politique d'égalité et de solidarité sociale, longtemps véhiculée par le PC et le mouvement syndical, se désagrège sans que le PS, à l'organisation encore trop chétive, ne puisse s'y opposer. De nombreuses couches sociales, sans repères politiques et sociaux, sont alors prêtes à céder aux premières sirènes populistes venues. Le défi, pour les organisations traditionnelles de gauche comme de droite, est de réintégrer tout ou partie de ces couches en devenant ou en redevenant de grandes organisations populaires.

Expression d'un malaise social, le FN ne peut être l'objet d'une réponse uniquement politique. Le traitement social s'impose. Ici et là, il est déjà à l'œuvre mais l'ampleur du phénomène nécessite une action volontariste et globalisante.

L'ancrage du FN dans les tissus sociaux en voie de délitement n'est pas inéluctable. Le Pas-de-Calais résiste mieux que les Bouches-du-Rhône. Le Mans est plus à l'abri que Mulhouse. Au sein d'une même ville, tel quartier périphérique cède alors que tel autre tient bon. Par exemple, à Grenoble, le FN fait un de ses meilleurs résultats à Teisseire, grand ensemble HLM, jadis bastion du PCF, et actuellement en voie de désintégration sociale et politique. Le PCF y est en chute libre, le chômage y bat des records, le cadre de vie se dégrade, le tissu associatif craque : le terrain est propice à la poussée du FN. En revanche, à quelques centaines de mètres de là, le quartier de Villeneuve, grand ensemble des années 1960, connaît une certaine résistance du tissu associatif et militant tissé par le socialisme municipal des années 1960 et 1970 : le FN y est mal implanté [1]. La désintégration de l'encadrement politique et associatif des zones urbaines de grands ensembles n'est pas uniforme.

L'anomie urbaine et ses effets politiques sont ici et là enrayés par des pouvoirs locaux bien enracinés, présents sur le terrain de l'action sociale et culturelle des communautés étrangères. Des monographies communales consacrées à l'analyse du FN dans deux localités de la

1. C'est à Teisseire qu'au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, J.-M. Le Pen fait son deuxième meilleur score, juste après Beauvert (18,4 et 20,7 % des suffrages exprimés), contre 7,6 % à l'Arlequin, où se trouve le grand ensemble de la Villeneuve. Nous remercions Pierre Bréchon qui nous a communiqué les résultats grenoblois par section de vote.

banlieue populaire de Grenoble, à très forte concentration immigrée, ont montré que la poussée de l'extrême droite pouvait être contenue par l'action de municipalités et d'associations entretenant une certaine densité du tissu social [1]. Dans ces communes, les municipalités, en liaison avec le réseau associatif, s'efforcent par le biais de commissions (immigration, attribution de logements), d'opérations d'information, d'actions en milieu scolaire (entraide scolaire pour les enfants d'immigrés, dégustation de cuisine étrangère à l'école) ou encore de fêtes (semaines de l'immigration de Fontaine, festival annuel des peuples de Saint-Martin-d'Hères), de mettre en relation populations française et étrangère et d'associer les habitants à la lutte contre le chômage et la délinquance (conseil communal de la délinquance, service emploi). Cette action municipale volontariste a développé et entretenu une véritable « culture d'immigration » dans des communes qui connaissent souvent une immigration massive (jadis italienne) depuis un demi-siècle. Objet d'un soin et d'un encadrement attentifs, le tissu social et politique garde sa cohérence et parvient à endiguer une crise urbaine qui, ailleurs, fait le lit de l'extrême droite.

L'implantation électorale du FN est résistible, surtout si le traitement social de la crise urbaine est mené à une grande échelle. Le développement d'initiatives anciennes (par exemple, la commission nationale pour le développement social des quartiers) et la prise de nouvelles mesures (création d'une mission interministérielle à la ville et au développement social urbain, revenu minimum d'insertion, moyens dégagés pour des travaux d'urgence dans les quartiers dégradés, zones franches) peuvent être les premiers éléments d'une riposte qui ne se contente pas de discours contre le FN mais en vienne à l'action résolue sur le terrain [2].

---

1. Cf. Sasso (I.), Saunier (F.), *Le Front national à l'épreuve d'une municipalité de gauche,* mémoire de diplôme, IEP de Grenoble, 1987 ; Reynaud-Paligot (C.), Roche (A.), *Vote Front national et présence d'immigrés à Saint-Martin-d'Hères,* rapport de conférence de méthodes, IEP de Grenoble, 1987 ; Diaz (A.), Boutier (N.), Degeneve (S.), *Étude du Front national à Saint-Martin-d'Hères,* rapport de conférence de méthodes, IEP de Grenoble, 1987.

2. Voir notamment Taguieff (Pierre-André), « Antilepénisme : les erreurs à ne plus commettre », p. 213-230 *in* Martin-Castelnau (David) éd., *Combattre le Front national,* Paris, Vinci, 1995.